

Ecrit par Echo du Mardi le 9 octobre 2023

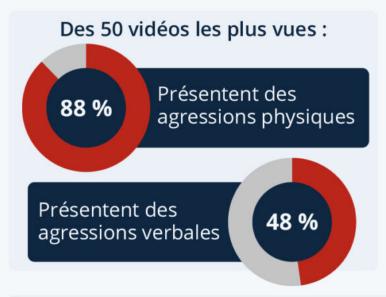
Un rapport du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes accable l'industrie pornographique



Ecrit par Echo du Mardi le 9 octobre 2023

Pornocriminalité : des chiffres accablants

Présence d'actes de violence dans les films pornographiques hébergés par Pornhub, XVideos, Xnxx et Xhamster





Plus de 1,4 million des vidéos présentes sur les quatre sites les plus consultés en France font référence à de graves actes de violences sexistes et sexuelles. La pornographie "hardcore" répond à la définition juridique d'acte de torture et de barbarie.

Données compilées par le HCE d'après une série d'enquêtes menées en 2022-2023. Source : Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes









90 % des vidéos pornographiques hébergées par les quatres sites les plus visités en France - Pornhub, HVideos, Xnxx et Xhamster - présentent des actes non simulés de violence physique, sexuelle ou verbale envers des femmes. C'est en tout cas l'une des conclusions d'un <u>rapport</u> présenté la semaine dernière par le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, après plus d'un an et demi de travail. Ce rapport dresse un portrait peu flatteur de l'industrie pornographique : l'étude estime que plus de 1,4



Ecrit par Echo du Mardi le 9 octobre 2023

million de vidéos contiennent des pratiques sadiques ou des actes de violences sexistes ou sexuelles, et 1,5 utilisent des catégories racistes. Le rapport pointe aussi du doigt l'inaction des autorités face à la pornocriminalité. Un test réalisé en procédant au signalement de 35 vidéos auprès de Pharos, la plateforme gouvernementale censée lutter contre les contenus et comportements illicites en ligne, n'a apporté aucun résultat : aucun des signalements n'a été suivi d'effet, malgré l'extrême violence des actes présents dans ces vidéos, dont certains répondent à la définition juridique des actes de torture et de barbarie. Par ailleurs, le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes dresse un constat inquiétant : 51 % des garçons âgés de 12-13 ans consommeraient de la pornographie chaque mois.

Le HCE a émis une série de recommandations pour faire évoluer la loi et ainsi mieux lutter contre les violences pornocriminelles, l'exploitation sexuelle et la diffusion de contenus pornographiques illicites. Le rapport préconise également plus d'éducation contre la normalisation de ces actes de violence.

Valentine Fourreau pour Statista